

EXIGEONS DES ORGANISATIONS OUVRIERES LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

La Fédération de France du F.L.N. qui n'hésite pas à assumer ses responsabilités, a fait savoir que de récents attentats attribués aux Nord-Africains étaient en réalité œuvre de provocation. Qui peut en douter? Les seules victimes ont été des membres du F.L.N., et ces attentats servent maintenant de prétexte à une reprise des mesures de répression contre les travailleurs algériens en France.

Les pouvoirs publics ont récemment indiqué qu'ils viennent d'ajouter un nouveau camp d'internement dans le Midi à ceux déjà existants.

Tous ces faits ne trouvent aucune place ou qu'une place insignifiante dans la presse qui s'adresse aux travailleurs, avant tout dans l'Humanité. Dans ces conditions, les travailleurs français ne sont pas alertés contre une répression qui s'exerce parmi eux, et aucune action n'est faite pour assurer la plus élémentaire solidarité des travailleurs français envers leurs frères nord-africains.

Il faut que les militants les plus conscients interviennent dans leurs organisations politiques et syndicales, pour mettre un terme à ce silence et à cette inactivité qui font d'eux des complices de la répression impérialiste.

L'affaire algérienne n'est pas, comme cela ressort de la presse du P.C.F. et de ses thèses, une question de second plan qui trouvera sa solution quand les travailleurs seront préalablement mobilisés pour leurs revendications économiques. C'est sur la question algérienne que la réaction a mené et mène l'offensive, c'est la question qui, par suite de la carence et de la trahison des organisations, provoque une décomposition sociale. C'est là-dessus qu'il faut réagir au plus vite.

**

UNE TRISTE FIN

Libéré par de Gaulle, Messali Hadj qui n'a plus de troupes luttant en Algérie depuis la triste aventure de Bellounis prétend lui aussi jouer au patriarche donnant de bons conseils pour parvenir au meilleur des mondes. Il donne complaisamment des interviews, même au « Figaro », et fait des déclarations accueillies avec plaisir par la presse gaulliste:

« L'Union maghrébine et les Républiques africaines de la Communauté ne feront-elles pas un magnifique ensemble de peuples indépendants et égaux? Ne serait-ce pas là le meilleur des Commonwealth qu'on puisse imaginer?

Aussi, je prie Dieu pour que sa volonté et son aide nous conduisent sur cette voie de justice, de concorde et d'amour fraternel. »

Nous ignorons si Messali Hadj s'est pris à son propre jeu et si la mégalomanie l'égaré complètement. Il ne s'agit pas d'une question de psychologie personnelle, mais de son intervention dans une lutte qui se poursuit impitoyablement depuis 1954, et dans laquelle son intervention, au fur et à mesure que les jours passent, sert uniquement l'impérialisme et aussi quelques-uns des agents de celui-ci qui prétendent montrer une amitié envers les Algériens... en soutenant Messali Hadj.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
mensuelle à 12 pages

— 1 an: 12 numéros 400 frs
— Sous pli fermé 800 frs

Réglez par mandat:
C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

Succès fédéraliste au Soudan et au Sénégal

Les élections aux Assemblées législatives du Soudan et du Sénégal promoteurs du fédéralisme Mali étaient attendues avec un certain intérêt. Il s'agissait de savoir quel serait le résultat final de l'offensive entreprise par l'administration attachée à la balkanisation contre le Mali. Le résultat en lui-même était peu douteux: les positions de Modibo Keita au Soudan, de Senghor-Lamine Gueye au Sénégal étaient à l'abri de toute surprise. Mais c'était l'occasion de mesurer le rapport des forces avec les courants d'oppositions diverses, réelles ou suscitées.

Le système de représentation majoritaire assure une composition homogène aux deux Assemblées. Les résultats obtenus constituent un succès éclatant en faveur du Mali. Encore qu'il y aurait beaucoup à dire sur le chapitre de la sincérité de ces scrutins. L'administration a introduit de longue date des mœurs spéciales dans le domaine des élections que l'on pourrait qualifier de dirigées quand elles ne sont préfabriquées. Les leaders africains de la néo-bourgeoisie semblent se complaire à perpétuer ce genre d'opérations et n'hésitent pas, parfois, à théoriser le recours aux manières fortes. C'est ainsi qu'au Sénégal on a voté à bulletin ouvert et les présidents des bureaux de vote renseignaient très exactement les candidats sur le nombre de bulletins de leur parti déposés à telle ou telle heure de la journée. L'opposition de gauche, personnifiée au Sénégal par le jeune P.R.A., a encore, cette fois, recueilli un nombre très limité de voix pour autant que nos informations sont exactes. Le P.A.I. avait renoncé par avance de se lancer dans la compétition en recommandant l'abstention. Les chances électorales des jeunes formations d'avant-garde semblent des plus restreintes pour le moment, ce qui ne prouve pas forcément l'inutilité de ces mouvements et encore moins la vanité de leur combat. Elles seules marchent délibérément dans le sens du développement historique sans chercher à préserver avec l'appui des forces impérialistes les intérêts de certaines couches africaines privilégiées. Ces groupements auront peut-être à tirer des enseignements d'ordre tactiques de ces élections.

L'éclatement attendu des grandes formations politiques

C'est dans l'euphorie du triomphe électoral de la veille que se réunit à Dakar, précisément le 24 mars, le Congrès « fédéraliste ». De cette assemblée sortit un nouveau parti le P.F.A., Parti Fédéraliste Africain, qui consacre l'éclatement des grandes formations africaines le P.R.A. et surtout le R.D.A.

Les lecteurs de notre journal n'auront pas été surpris de ce nouveau rebondissement que nous avons laissé prévoir dès le référendum. Cinq territoires sur les sept qui composaient l'A.O.F., étaient représentés à la constitution du P.F.A. à Dakar: le Sénégal, le Soudan, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger. Les absents sont la Côte d'Ivoire et la Guinée dont la lutte se place sur un autre terrain hors de la Communauté. L'origine des 5 délégations mérite d'être relevée. Le Sénégal était représenté par le parti au pouvoir de Senghor et Lamine Gueye auquel se sont raliés les leaders R.D.A. chevronnés d'Arboussier et Doudou Gueye relativement isolés sur le plan sénégalais. Le Soudan c'est la puissante section R.D.A. en entier, grand parti de masse au pouvoir qui a rompu sans esprit de retour avec Houphouët. Les ex-P.R.A. du Soudan ont changé de camp, sont devenus antifédéralistes. Les représentants du Dahomey sont une minorité de la section P.R.A., la majorité avec Apithy ayant une fois de plus, changé le fusil d'épaule, abandonnant le Mali dans des conditions trop obscures pour être honnêtes. La section R.D.A. du Dahomey reste fidèle à Houphouët jusqu'à nouvel ordre. La situation est encore plus confuse dans la Haute-Volta qui a fait aussi volte-face

suite à certaines pressions économiques non dénuées d'efficacité. Les fédéralistes y regroupent à la fois une moitié du P.R.A. et le R.D.A. de la région de Bobo Dioulasso représentée par deux de ces leaders à la Conférence de Dakar. Quant au Niger il fut représenté à Dakar par Bakary Djibo minorisé par une alliance du R.D.A. local fidèlement attaché à Houphouët avec l'administration colonialiste et la chefferie traditionnelle redoutant de subir le sort de leurs congénères de Guinée.

C'est donc bien d'un éclatement des partis qu'il s'agit dont le R.D.A. paye surtout les frais, le P.R.A. n'ayant jamais été qu'un assemblage de fortune. Privé de toute implantation dans les secteurs essentiels de la Guinée, du Soudan et du Sénégal le R.D.A., se réduisant désormais à la personnalité de Houphouët commis voyageur de l'impérialisme, a cessé d'exister en tant que vaste rassemblement africain qui possédait une tradition antiimpérialiste glorieuse dont il s'était éloigné par étapes à partir de 1950.

Le P.F.A. est une réalité plus sérieuse que feu le P.R.A. L'idée fédéraliste peut rencontrer un écho profond dans les masses africaines. Elle implique, aux yeux de ces masses, une certaine résistance au néo-colonialisme de la Communauté, un dépassement de ladite Communauté et tranche avec la servilité d'un Houphouët qui patronne en Côte d'Ivoire les candidatures pour l'Assemblée législative du général Corniglion-Molinier et de Georges Monnet. Mais il ne s'agit pas encore là d'un parti susceptible de conduire la révolution africaine à la victoire.

Les Senghor sont le prototype d'une couche bourgeoise plus intelligente et clairvoyante, moins terrienne, moins bornée que Houphouët, couche qui n'aspire pas à rompre les amarres avec l'impérialisme mais à introduire des relations plus souples avec l'ancien ministre, plus « égalitaires » dans le cadre d'une perspective africaine unitaire inéluctable et seule capable d'assurer une assise à une néo-bourgeoisie autochtone.

Tout fédéralistes qu'ils sont, les vénérables politiciens à la Senghor et Lamine Gueye sont des obstacles à la formation d'une véritable unité africaine qui se forgera dans le combat commun sans compromission pour l'indépendance et l'émancipation complète de l'Afrique.

Gilbert VERON.

L'indépendance kamerunaise

L'Assemblée des Nations Unies a décidé, comme l'on sait, que la tutelle de l'O.N.U. sur le Kamerun sera levée le 1^{er} janvier prochain, date à laquelle ce pays accédera à l'indépendance. Les longs débats qui entourèrent cette décision n'avaient point trait à la levée de tutelle mais seulement aux garanties démocratiques qui devaient accompagner cette décision.

En fait il s'agissait très simplement de lever les mesures d'exception à l'encontre de l'U.P.C. à l'heure où les objectifs de ce mouvement vont être atteints: levée de l'interdiction qui frappe l'U.P.C., libération de ses militants emprisonnés, amnistie et élections nouvelles avec la participation de l'U.P.C.

Un groupe de pays africano-asiatiques soutenu par l'U.R.S.S. et les démocraties populaires avait demandé que ces mesures fussent prises préalablement à la levée de tutelle. N'ayant pu obtenir satisfaction ce groupe s'est abstenu au vote final. L'O.N.U. s'est simplement bornée d'espérer que des élections auront lieu le plus tôt possible après le 1^{er} janvier 1960. Quant aux garanties démocratiques qui entoureront ces élections on en est réduit à de pieux souhaits.

Les véritables artisans de l'indépendance du Kamerun seront-ils exilés du Kamerun indépendant?